

La droite face au dilemme du parti (fréquentable) unique



Le rejet de l'extrême-droite se heurte désormais à une question redoutable. La démocratie est-elle mieux protégée quand un seul pôle politique prétend incarner le camp de la raison et de la modération politique ?

Avec Christophe Boutin

Atlantico : Emmanuel Macron a promis une « méthode nouvelle » de gouvernement s'il était réélu pour élargir sa base tout en estimant que le « front républicain » n'existait plus. Soutien d'Emmanuel Macron, Christian Estrosi appelle à un « gouvernement d'union républicaine ». Dans ce cas de figure, et alors que LR, le PS et EELV ont fait moins de 5% aux élections, l'opposition à Emmanuel Macron ne serait-elle incarnée que par les extrêmes ?

Christophe Boutin : Manifestement, Emmanuel Macron a fait ses comptes, et, manifestement, ces comptes ne sont pas si bons que cela. Ils ne le sont pas, parce que 2022 n'est pas 2017, et que si l'affiche électorale du second tour de la présidentielle paraît identique, elle n'est en rien semblable.

Et d'abord parce que les deux candidats ne sont plus les mêmes : Emmanuel Macron n'est plus le jeune candidat sorti de nulle part dont le livre programme portait le titre ô combien disruptif de *Révolution* . Il est le président sortant, avec un bilan qu'il présente sans rire comme exceptionnel, mais sur lequel nombre de Français émettent plus que des réserves. En face, s'avance une Marine Le Pen largement « dédiable », par l'évolution de son programme et de son discours comme par l'apparition d'un autre « diable » qui a concentré les attaques des médias, Éric Zemmour.

En 2017 ensuite, même si nous n'étions plus en 2002, même si les enseignants du secondaire ne mettaient plus les lycéens dans les rues pour lutter contre les chemises brunes, il y avait encore la possibilité de faire un « front républicain » des « partis de gouvernement » dans lequel la participation de l'extrême gauche restait secondaire : le total des voix qui s'étaient portées au premier tour de cette présidentielle sur Emanuel Macron, François Fillon ou Benoît Hamon montait à 50 % des suffrages exprimés. Mais si l'on fait en 2022 le total des voix d'Emmanuel Macron, Valérie Pécresse et Anne Hidalgo, on plafonne à 34 %, et c'est dire la place que tiendra alors dans un front républicain l'extrême gauche, ce qui en change le sens.

Si l'on ajoute à tout cela que Marine Le Pen a un programme axé sur les réformes sociales qui peut peut-être convaincre pour le second tour des électeurs de Jean-Luc Mélenchon, ou l'incertitude de l'abstention, on comprend qu'Emmanuel Macron choisisse une nouvelle fois de profiter d'une situation de crise pour accélérer ses réformes, et ici planter le dernier clou dans le cercueil de la division politique droite/gauche que nous connaissions. En fait, n'arrivant pas à étendre LREM au-delà d'un certain plan, il en est réduit à mettre en place une coalition, mais c'est le même objectif : occuper toute la place au centre et rejeter sur les bords des partis qui pourront parfois être assez puissants, mais qui, ne pouvant s'allier, ne le menaceront jamais vraiment.

Il semble pouvoir être aidé en cela par les appétits de certains politiques Républicains, privés de maroquins depuis dix ans et qui le seraient pour cinq nouvelles années en cas de réélection du président sortant (« putain... quinze ans... » aurait dit la marionnette Chirac des Guignols). En effet, en sus des anciens transfuges et des ralliés à titre personnel, comme Christian Estrosi, une revendication se fait jour chez les cadres de LR, portée par Jean-François Copé ou Guillaume Larrivé, celle de rejoindre une sorte de gouvernement d'union (*républicaine* , bien sûr, et surtout pas *nationale* , horresco referens), dont la crise économique sera la justification et l'aval sarkozien la bénédiction. LR retrouverait donc ainsi les partis qui ont déjà rejoint LREM comme Horizons d'Édouard Philippe, le MoDem de François Bayrou et l'UDI de Jean-Christophe Lagarde, un (léger) doute pouvant exister quant à la participation des Verts à cette nouvelle majorité ou à l'opposition.

Dans ce cas la seule opposition pourrait être, comme vous le dites, incarnée par « les extrêmes », le RN et dans une moindre mesure Reconquête à droite, LFI et de manière plus marginale le PC à gauche. Reste que le terme « d'extrêmes » doit ici être très largement repensé, sinon dénoncé. Ce que nous aurions en fait dans cette situation serait de manière très claire une opposition entre un bloc progressiste, centré autour de LREM et, surtout, de la personne d'Emmanuel Macron, et un bloc populiste. Que ce dernier soit divisé en deux sous-

ensembles de droite et de gauche ne change rien en effet à l'existence de points communs portant, au-delà de tel ou tel élément de politique sociale, sur la volonté de permettre au peuple de reprendre en main son destin. Même si l'attrait des places joue sans doute un rôle, il y a bien un clivage idéologique nouveau qui pourrait structurer notre vie politique, et nous retrouverions ici par exemple les divisions théorisées par Jérôme Sainte-Marie entre *bloc élitare* et *bloc populaire*, ou par David Goodhart entre *anywhere* et *somewhere*.

Si LR décidait de s'allier avec Macron, cela apporterait-il beaucoup électoralement à ce dernier ? A quel coût démocratique se ferait cette alliance ?

Ce qu'apporteraient les Républicains dans la corbeille des mariés, ce serait, d'abord, des parlementaires bien implantés localement, ce qui est un avantage avec le mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour, dans des circonscriptions que LREM ne pourrait de toute manière pas gagner. Ce serait aussi les collectivités locales que contrôle le parti, et non des moindres, nombreuses et à tous les échelons (régions, départements, intercommunalités, municipalités). C'en serait enfin fini du Sénat comme chambre d'opposition. Contrôlant à la fois le Parlement, le gouvernement et la plupart des collectivités territoriales importantes, cette nouvelle majorité serait toute-puissante.

Le coût démocratique de cet aggiornamento sera renforcé par le mode de scrutin utilisé pour les législatives, ce scrutin majoritaire uninominal à deux tours qui viendra une nouvelle fois interdire que la diversité politique que nous avons vue au premier tour de cette présidentielle se retrouve sur les bancs de l'Assemblée nationale. L'opposition y sera donc réduite à la portion congrue.

Certes, dira-ton, avec une majorité ainsi élargie il y aura parfois des difficultés, et il faudra des débats, des concessions de part et d'autre, des compromis. Peut-être, mais sur tous les points que cette majorité jugera les plus importants, de la place de la France dans l'Union européenne à la politique économique, il y aura accord : comme le reconnaissent de nombreux élus de droite – et, en tout cas, visiblement, leurs électeurs – Emmanuel Macron a souvent mis en œuvre des réformes que cette droite n'avait pas osées faire quand elle était au pouvoir, mais dont elle rêvait. Et l'on ne peut même pas objecter ici les dissensions sur les évolutions sociétales validées par Emmanuel Macron, car il suffit de regarder un peu en arrière pour voir combien la droite LR a toujours cédé sur le plan sociétal à la pression de la gauche et des minorités.

S'il n'y a plus qu'un seul parti composite considéré comme moralement fréquentable ou raisonnable au sein du champ politique français, quel est le danger démocratique ? Est-il plus ou moins grand que de voir Marine Le Pen arriver au pouvoir ?

Le problème n'est pas qu'il n'y ait qu'un parti considéré comme moralement fréquentable ou plusieurs, mais que l'on puisse décider qu'il y ait des partis qui ne le soient pas. Cela renvoie en effet à ce que l'on entend par démocratie et débat démocratique, et on en revient finalement ici aux grands principes du libéralisme tel qu'ils ont été décrits, notamment, par Benjamin Constant, Alexis de Tocqueville ou John Stuart Mill au cours du XIX^e siècle. Pour tous ces

auteurs, il est absolument indispensable qu'une minorité puisse être protégée contre la « dictature de la majorité », et, pour cela, qu'elle puisse avoir des élus à proportion de ce qu'elle représente dans la population - et que ces élus puissent participer au débat.

Pourtant, depuis François Mitterrand, l'anathème a été jeté contre un parti qui a représenté une part toujours plus grande du corps électoral. « Cordon sanitaire », « barrages » ou « digues », tout a conduit à traiter ses représentants comme des pestiférés. Or ce parti, dont nul ne peut nier qu'il ait entretenu à ses origines des liens évidents avec l'extrême droite au sens précis du terme, s'en est détaché et a depuis attiré en masse des électeurs qui n'ont rien de commun avec une quelconque tendance fascisante, mais a continué à être exclu du jeu démocratique.

Une autre solution était pourtant possible, celle de l'intégrer à ce jeu démocratique. Obligé de alors débattre, de passer des compromis, de faire des concessions, de composer finalement avec la réalité de l'action politique et ses limites, il se serait « normalisé ». Parallèlement, il aurait peut-être aussi permis, sur certains thèmes qui, sondages après sondages, semblent préoccuper nos concitoyens, mais qui ne sont pourtant jamais évoqués, de faire entendre cette voix, nécessaire à tout débat véritablement démocratique.

Face à ce dilemme, quelle peut et doit être la position de la droite de gouvernement ? Comment se positionnent les cadres de LR actuellement ? Y-a-t-il des évolutions notables ?

La position de la « droite de gouvernement » sur le sujet, nous l'avons évoqué, était il y a peu encore celle de rentiers comptant bien subsister longtemps sur leur fonds de commerce – n'étant en cela guère différents des représentants d'autres formations politiques. C'est d'ailleurs pour continuer à profiter de cette rente que représente le parti que des gens idéologiquement très différents - certains étant progressistes, d'autres conservateurs - continuaient à cohabiter, comme ces divorcés qui, pour faire des économies, se partagent leur ancien appartement.

Les choses sont différentes, et il y a effectivement ces derniers jours, des évolutions notables, parce que, on l'a dit aussi, 15 ans sans maroquins, sans hôtels particuliers ou sans voitures de fonction, c'est bien long, et que certains ex-jeunes loups peuvent craindre que ces plats, dont on sait que l'histoire ne les repasse pas, ne leur échappent.

Elles sont différentes, aussi, parce que il y a là peut-être pour ce parti - et quand bien même les législatives ne devraient-elles pas être pour lui aussi catastrophiques que ce premier tour de la présidentielle, pour diverses raisons – une chance de clarifier sa position idéologique. Cela peut permettre à certains de ses membres de vivre leurs choix au grand jour dans une sorte d' *outing* progressiste - car, on peut se demander si un progressiste de LR n'est pas plus proche d'un macroniste que d'un conservateur appartenant à son parti.

Reste que, même si la République est bonne fille en la matière, Emmanuel Macron ne dispose que d'un nombre limité de plats de lentilles à offrir, l'autre bémol étant que, cette fois, la scission tant de fois annoncée, et tant de fois retardée, entre les deux blocs, conservateur et

progressiste, qui cohabitent chez les Républicains, ne soit inéluctable. Mais il faut parfois à la politique de telles clarifications.